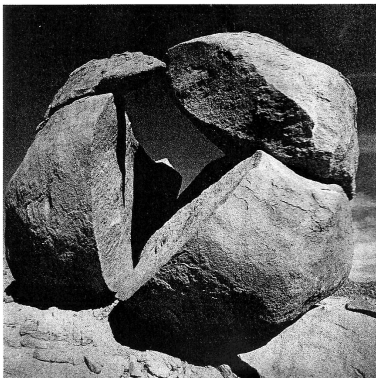


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?324-elections-2017-le-coup-d-etat>



Élections 2017 : le coup d'État oligarchique

- Documents par thèmes - Analyses -



Date de mise en ligne : jeudi 15 juin 2017

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Concernant les élections précédentes, on lira [2007, l'oligarchie s'affirme](#), ainsi que [Élections françaises 2012 : L'oligarchie à visage humain](#)

L'élection de 2022 a été analysée dans [Élections 2022 : le règne oligarchique](#).

https://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=local/cache-vignettes/L100xH104/logopdf-6-65f12.png&taille=100&1704354509

Elections2017CoupdEtat [Télécharger \(57.3 kio\)](#)

L'élection présidentielle de 2017 est sans précédent, même si elle prolonge des tendances lourdes : elle entérine le règne des lobbys, des corporations influentes, des communautarismes. C'est la version française d'une évolution mondiale qui voit la dislocation progressive des cadres géopolitiques, socio-ciaux ou mentaux qui permettaient un reste de souveraineté populaire. La décomposition de ce en quoi nous croyons s'accélère, et le cauchemar qui vient ne trouvera de terme qu'avec le réveil politique et social des populations.

Depuis 2011, les mouvements dits « popu-listes » se multiplient en Occident, prenant différentes formes (gauchisme, conservatisme, nationalisme ou régionalisme), mais sans embrasser toutes les dimensions des crises que nous traversons. Même s'ils parviennent quelquefois à partager le pouvoir (*Orbán* en Hongrie, *Podemos* en Espagne, *M5S* en Italie, *Trump* aux USA, *Brexit* en Grande-Bretagne,...), ils restent des réactions confuses, multiformes et contradictoires face aux évolutions profondes et irréversibles de nos sociétés contemporaines et en révèlent la dérégulation des mécanismes de directions. Partout les oligarchies en place sabotent, accompagnent ou utilisent ces courants selon des lignes improvisées.

Les élections présidentielles Françaises étaient ainsi menacées par la percée du Front National, bête noire de la Ve république et signe ostensible de sa crise de régime.

L'« étrange campagne » électorale qui s'est déroulée a été le théâtre de l'intervention directe d'une coalition d'intérêt de certaines parties de l'oligarchie. Il s'est agi pour elles, essentiellement, de promouvoir un insipide héritier du « hollandisme » et d'exploser en vol le favori, le candidat Fillon, pour des « affaires » à la fois anciennes et courantes dans le milieu, afin de porter aux nues un pur produit de l'oligarchie ; M. Macron.

L'assentiment général qu'a rencontré ce putsch institutionnel, vécu comme un « 18 brumaire » en direct, au su et au vu de tous, montre le degré de soumission du monde politique face aux puissances financières et surtout médiatiques. Quant aux populations, elles restent majoritairement tétanisée par le chantage d'une entrée du pays en crise ouverte et profonde telle qu'aurait pu être, par exemple, l'accession au pouvoir du Front National.

Un putsch institutionnel

Devenu un improbable chef d'État par l'action simultanée de milieux influents, essentiellement bancaires, médiatiques et judiciaires, E. Macron, dauphin de l'oligarchie incarne *la fin de l'État*. Il ne peut qu'être le président des lobbys, l'homme de paille des rivalités auxquelles se livrent tous les groupes de pressions qui régissent depuis des décennies la vie du pays : juges, hauts fonctionnaires, média audio-visuels, appareils de partis, sommets de l'armée et des polices, banques et financiers, patronats, conglomerats industriels, réseaux d'influences étrangers et maintenant communautés ethno-religieuses. Contrairement au fantasme gauchiste, et son petit frère le délire complottiste, l'oligarchie n'est pas une caste, ni une classe, ni même un milieu uni, soudé, et mû par des intérêts bien compris : elle est l'ensemble des sommets de diverses pyramides, de nœuds de réseaux, dont les stratégies, les moyens et les finalités peuvent être fort divergentes. Ce sont ces conflits eux-mêmes, tout autant que leurs visées

explicites qui accélèrent le dépeçage du pays, sa fragmentation et, à terme, son éclatement.

Si il y a un « projet » derrière la conduite que l'oligarchie va adopter tout au long des prochaines années, c'est celui de la dislocation de tous les cadres permettant la souveraineté populaire. C'est ainsi que le verrou électoral vient de sauter, privant, peut-être sans retour, le peu de contrôle que le peuple avait sur des institutions « représentatives » républicaines, déjà minées par une abstention massive et croissante. Mais c'est, bien au-delà, une unité politique, sociale, culturelle, anthropologique, construites au fil des siècles, qui est en train d'être détruite – ou re-niée...

Ce n'est, principalement, qu'une accentuation des mutations en cours depuis des décennies. On peut tenter d'en schématiser les grandes tendances.

L'accélération des grandes dynamiques mondiales

Il y a d'abord tout le monde non-occidental, dont les décolonisations n'ont ouvert sur aucune alternative puisque tous les pays se sont immédiatement ou progressivement alignés sur le « modèle de société » occidental. Alors que ce-lui-ci comportait en germe la possibilité d'établir des sociétés égalitaires, c'est surtout les moyens de multiplier leur propre puissance (politique, économique, militaire, démographique) qui ont été importés. Le bouleversement de civilisations millénaires et la destruction rapide du cadre de vie locale comme des ressources et équilibres écologiques, sans toujours que le mode de développement ne tienne ses promesses, ne peut que provoquer des dérèglements et des effondrements en série. C'est le cas dans l'Amérique Latine et, surtout, dans les zones arabo-musulmanes, où se développe un totalitarisme qui prospère sur le chaos. Les mouvements d'immigration vers les zones occidentales ou occidentalisées, encore stables et prospères, ne font que commencer.

Il y a ensuite, en Occident, le processus d'oligarchisation par lequel l'ensemble de la société est orientée par la consommation, le prestige et le pouvoir. Alors que pendant des siècles, l'Europe a été le foyer de mouvements d'émancipation pour qui la possibilité d'une autre organisation politique et sociale s'incar-nait dans des luttes quotidiennes, il ne subsiste aujourd'hui que le seul horizon d'un maintien *a minima* du niveau de vie. Avec la fin des grands combats pour la justice sociale et l'égalité politique dès l'après-guerre, les dominants restent seuls aux commandes, d'autant plus fascinants et *enviés*. Ils semblent maintenant décidés à démanteler tout ce qui donnait aux peuples un peu de pouvoir sur la vie publique et l'orientation de leur existence.

La fin de la modernité occidentale

Cette interpénétration entre un Occident qui se délite et de vastes zones mondiales qui se désagrègent crée une situation historiquement inédite qui transforme radicalement des processus que l'on croyait connus. C'est ainsi que l'immigration, l'islamisme et la délinquance, obéissant jusqu'ici à des logiques propres, s'agencent et s'entre-alimentent au point de d'être devenu, en quelques années, un élément moteur dans le délabrement contemporain. L'idéologie officielle, le gauchisme culturel qu'incarne jusqu'à la caricature M. Macron, accompagne ces perspectives cauchemardesques en les re-baptisant *multiculturalisme*. C'est en réalité l'autre nom du clientélisme, du communautarisme, de la corruption et de l'opportunisme, soit l'éclatement de l'unité d'un peuple. Autrement dit : le retour à des mécanismes de gouvernements que la modernité et ses révolutions populaires avaient mis à bas.

L'élection présidentielle de 2017 signifie pour les populations l'entrée dans un monde où elles n'auront plus d'autres recours qu'elles-mêmes, perpétuellement soumise à une torture psychologique : elles sont prises en tenaille entre le « haut », une oligarchie pillarde qui a décidé de rompre ses liens historiques avec la société, et le « bas », des marges violentes croissantes qui re-nouent avec la haine ethno-religieuse anti-occidentale. A moins d'un sursaut nationaliste qui ouvrirait la voie à des affrontements armés, l'interpénétration de ces deux milieux ne peut qu'aller

croissant. Seule une surrection populaire ouvrirait un avenir désirable.

Mais les réactions « populistes » qui ont cours ne sortiront de la confusion qu'en se réappropriant les vieux réflexes des mouvements ouvriers, et d'abord en rompant radicalement avec le milieu politique tel qu'il existe. Cela exigerait un travail de clarification qui tiendrait à l'écart toutes les idéologies constituées, l'affirmation de la continuité d'une identité politique et culturelle, la réappropriation des modes d'actions directes qui se passent des intermédiaires politiques ou médiatiques et, certainement, la renaissance de réflexes collectifs d'auto-défense qui ont toujours accompagné l'auto-organisation populaire. Ces perspectives sont peut-être lointaines : elles ont le mérite d'être les seules souhaitables.

Lieux Communs

Juin 2017